



ARRETE n° 11-1350

Installations classées pour la Protection de l'Environnement
Ancienne Société TEINTURERIE DE L'EST ET DE L'OUEST
commune de TROYES

Arrêté préfectoral complémentaire

Le préfet
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement – Livre V – titre 1^{er}, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et notamment les articles L 511.1 et L 512.20, ainsi que sa partie réglementaire et notamment ses articles R 512-39-1 à R 512-39-5 ;

VU la circulaire du 8 février 2007 du ministre de l'écologie et du développement durable relative aux sites et sols pollués – Modalités de gestion et de réaménagement des sites pollués ;

VU l'arrêté ministériel du 11 janvier 2007 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine mentionnées aux articles R. 1321-2, R. 1321-3, R. 1321-7 et R. 1321-38 du Code de la Santé Publique ;

VU l'arrêté préfectoral n°87-669 du 19 février 1987 autorisant la Teinturerie de l'Est et de l'Ouest (TEO) à exploiter son usine « MAROT » située 23, rue aux Moines à Troyes ;

VU la décision du Tribunal de Commerce en date du 29 juillet 1997 plaçant la société TEO en liquidation judiciaire et accordant la poursuite d'activité jusqu'au 28 septembre 1997 et nommant Maître Crozat Mandataire-Liquidateur ;

VU l'arrêté préfectoral n°97-3167 A du 08 septembre 1997 mettant en demeure la société TEO de déclarer dans un délai de quinze jours la cessation des activités précédemment exercées sur son site ;

VU l'arrêté préfectoral n°97-3168 A du 08 septembre 1997 mettant en demeure la société TEO de faire procéder dans un délai de quinze jours à l'évacuation et à l'élimination des déchets dangereux présents sur son site industriel situé 23 rue aux Moines à Troyes ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n°97-3739 A du 20 octobre 1997 prescrivant à la société TEO la réalisation dans un délai de trois mois d'une étude de sols et d'une évaluation simplifiée des risques ;

VU l'arrêté préfectoral n°98-764 A du 09 mars 1998 mettant en demeure le mandataire-liquidateur de consigner entre les mains d'un comptable public une somme de 800 000 francs correspondant aux coûts de l'élimination des déchets présents sur le site de la société TEO de la rue aux Moines à Troyes ;

VU l'arrêté préfectoral n°98-3130 A abrogeant l'arrêté de consignation n°98-764 A du 09 mars 1998 ;

VU le courrier en date du 20 décembre 2010 du mandataire-liquidateur par lequel il transmet un exemplaire du mémoire de cessation d'activité qu'il a établi pour le site TEO ;

VU les rapports suivants transmis par le mandataire-liquidateur judiciaire suite à l'arrêt en septembre 1997 de l'exploitation de la Teinturerie de l'Est et de l'Ouest sise rue aux Moines à Troyes :

- rapport ICF n° 97 151/A de décembre 1998 – Diagnostic initial – Étape A,
- rapport ICF n° 97 151/B d'août 1999 – Diagnostic initial – Étape B,
- rapport ICF n° 21 101/A de novembre 2001 – Étude de l'ancien site de traitement et de rejet des effluents aqueux de l'usine TEO,
- rapport ICF n° 23 118 de juillet 2003 – Surveillance des eaux souterraines ,
- rapport ICF n°04/INV/691 de mai 2004 – Diagnostic approfondi,
- rapport ICF n°04/INV/767 de mai 2004, Évaluation détaillée des risques,

VU le rapport et les propositions en date du 07 mars 2011 de l'inspection des installations classées de la Direction Régionale de l'Environnement, l'Aménagement et du Logement ;

VU l'avis émis par le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques lors de la séance du 6 avril 2011 ;

CONSIDÉRANT que les investigations de terrains montrent une contamination des sols par des solvants chlorés et des métaux qui nécessite une action de dépollution,

CONSIDÉRANT que les investigations de terrains ont mis en relief la présence d'une pollution de la nappe par les solvants chlorés et le chrome,

CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de mettre en place une surveillance des eaux souterraines au droit et à proximité du site,

CONSIDÉRANT que le préfet, en application de l'article R 512-31 du code de l'environnement, fixe par arrêté complémentaire les prescriptions additionnelles, visant la protection des intérêts mentionnés à l'article 511-1 du code de l'environnement.

Sur proposition de madame la secrétaire générale de la préfecture de l'Aube,

ARRETE

ARTICLE 1 – OBJET

Maître CROZAT Jean-François en sa qualité de mandataire-liquidateur judiciaire, domicilié 2 place Casimir Perrier – BP 4095 à Troyes (10018), est tenu de se conformer au présent arrêté pour la réhabilitation et la surveillance de l'ancien site de la Teinturerie de l'Est et de l'Ouest (TEO) sis au 23 rue aux Moines à Troyes (10000) et de l'ancien site de la station de traitement d'eau de la Teinturerie de l'Est et de l'Ouest sis rue Claude Louis Berthollet à Troyes.

ARTICLE 2 – MISE EN SECURITE

Le mandataire-liquidateur est tenu de procéder à la mise en sécurité des sites visés à l'article 1 du présent arrêté, par au minimum la mise en œuvre des actions suivantes :

- mise en place d'une clôture ou de tout autre moyen physique visant à rendre impossible l'accès au site de la Teinturerie de l'Est et de l'Ouest par la rue aux Moines et par le bâtiment situé à l'angle de la Rue aux Moines et de la rue de Chaillouet,
- mise en sécurité des châteaux d'eau présents sur le site de la rue aux Moines ; cette action pouvant aller jusqu'à leur démolition si l'étude de leur structure le jugeait nécessaire,
- réfection de la clôture ou mise en place de tout autre moyen physique visant à rendre impossible l'accès au site de la station de traitement d'eau situé rue Claude Louis Berthollet.

ARTICLE 3 – SURVEILLANCE DES EAUX SOUTERRAINES

Le mandataire-liquidateur est tenu de surveiller la qualité des eaux souterraines situées au droit du site de la rue aux Moines de l'ancienne Teinturerie de l'Est et de l'Ouest, conformément aux dispositions du présent article.

Article 3.1 - Conception du réseau de forages

Ce réseau est composé au minimum de 4 piézomètres qui devront être implantés au droit du site dont un en amont, deux en aval et un à proximité des habitations situées dans le prolongement de la rue Clément Marot.

Leurs caractéristiques (implantation et profondeur) seront préalablement soumises à l'inspection des installations classées.

En cas de nécessité ou à la demande de l'inspection des installations classées, d'autres forages pourront être installés et/ou contrôlés. Ils le seront sur la base d'un cahier des charges dûment argumenté et soumis à l'inspection des installations classées définissant : leur nombre, leur lieu d'implantation, et leur profondeur.

Article 3.2 - Réalisation des forages

Les forages seront réalisés dans les règles de l'art conformément aux recommandations du fascicule AFNOR -FD-X 31-614 d'octobre 1999.

Article 3.3 - Prélèvement et échantillonnage des eaux souterraines

Le prélèvement, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau suivent les recommandations du fascicule AFNOR FD-X-31.615 de décembre 2000.

En cas de présence de flottants, leur épaisseur sera mesurée et la phase dissoute ne sera pas analysée, sauf à disposer d'un piézomètre adapté à cette mesure.

Article 3.4 - Nature et fréquence d'analyse

Les paramètres ci-dessous feront l'objet d'analyses à fréquence semestrielle, avec des analyses en période de hautes eaux et de basses eaux :

1. métaux lourds suivants : arsenic, plomb, cadmium, chrome total, chrome VI, chrome III, cuivre, nickel, mercure et zinc,
2. composés organo-halogénés volatils (COHV),
3. cyanures,
4. chlorobenzènes.

Ils seront complétés par toutes les substances identifiées en quantité significative dans les sols.

Les analyses seront effectuées selon les normes en vigueur.

Article 3.5 – Échéances de mise en œuvre

Le mandataire-liquidateur devra réaliser la surveillance de la qualité des eaux souterraines dans les conditions susvisées à compter de la notification du présent arrêté.

Le résultat des analyses et de la mesure du niveau piézométrique en cote NGF est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard deux mois après leur réalisation avec systématiquement des commentaires sur l'évolution (situation qui se dégrade, s'améliore ou reste stable), sur les dépassements et les propositions de traitements éventuels. Les calculs d'incertitude (prélèvements, transport, analyse...) sont joints avec le résultat des mesures.

Article 3.6 – Durée de la surveillance

La surveillance sera poursuivie pendant une durée minimale de quatre ans à compter du présent arrêté.

Toute demande de révision du programme de surveillance des eaux souterraines ou de sa durée sera accompagnée d'un dossier technique dûment argumenté.

ARTICLE 4 – MESURES DE GESTION

Article 4.1 – Traitement des sols

Le mandataire-liquidateur procédera à l'élimination des sols pollués par les métaux lourds et les solvants chlorés identifiés lors des diagnostics et des études de sols réalisées suite à la cessation des activités, visés au présent arrêté. L'excavation des sols et des gravats devra être réalisée jusqu'à obtention des objectifs de dépollution fixés en accord avec l'inspection des installations classées.

Ces objectifs de dépollution devront être transmis à l'inspection dans un délai d'un mois suivant la notification du présent arrêté.

Après excavation, une analyse des teneurs résiduelles devra être réalisée en fonds et flancs de fouille afin de vérifier l'atteinte de ces objectifs.

Les terres excavées feront l'objet d'une élimination en centre agréé par le ministère en charge de l'environnement avec établissement d'un bordereau de suivi de déchets conforme aux dispositions de l'article R 541-45 du code de l'environnement. Ces documents seront tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 4.2 - Analyse des Risques Résiduels (ARR) au droit du site

Si les mesures de gestion susvisées ne permettent pas d'atteindre les objectifs fixés, le mandataire-liquidateur devra **réaliser une analyse des risques résiduels**.

Pour cela, il devra être procédé à l'additivité des risques pour les substances à seuil ayant le même effet sanitaire sur le même organe cible et les risques seront additionnés pour les substances ayant des effets sans seuil de dose.

Le résultat de cette analyse de risques résiduels devra garantir la compatibilité de l'état des milieux (sols et eaux souterraines) avec un usage futur industriel sur site ainsi que de l'état des eaux souterraines avec leurs usages en aval hydrogéologique. Le cas échéant, les mesures de gestion seront révisées jusqu'à l'obtention d'une exposition résiduelle acceptable.

A l'issue des étapes précédentes, le mandataire-liquidateur s'assurera des mesures de surveillance environnementale à maintenir visant à évaluer l'efficacité des mesures de gestion retenues.

ARTICLE 5 – REALISATION DES TRAVAUX

Pour réaliser ces « travaux », le mandataire-liquidateur devra s'attacher les services d'un organisme qualifié à cet effet, dont le nom sera transmis à l'inspection des installations classées pour information.

Le mandataire-liquidateur communiquera pour avis à l'inspection des installations classées, dans un délai de deux mois suivant notification du présent arrêté, un cahier des charges décrivant précisément l'ensemble des dispositifs techniques de réhabilitation qui seront mis en place sur le site ainsi que la chronologie des opérations prévues sur le site.

Un registre des travaux de remise en état sera ouvert, dans lequel seront consignés, avec une précision suffisante, la nature des travaux réalisés ainsi que toutes informations pertinentes relatives à la sécurité ou aux événements pouvant porter atteinte à l'environnement. La nature et les quantités de déchets éliminés hors du site y seront mentionnés, avec l'indication de l'installation d'élimination.

ARTICLE 6 - BILAN QUADRIENNAL

Sauf à ce qu'il ait été mis un terme au programme de surveillance dans les conditions prévues à l'article 2.6 ci-dessus, un bilan quadriennal de surveillance des eaux souterraines devra être proposé et soumis à l'avis de l'inspection des installations classées dans un délai de trois mois à compter de la dernière campagne de surveillance.

ARTICLE 7 – RAPPORT DE FIN DE TRAVAUX

Le mandataire-liquidateur adressera à l'inspection des installations classées, au plus tard trois mois après la fin des travaux prévus au paragraphe 3.1 ci-dessus, un rapport qui comportera :

- un document photographique permettant de visualiser les étapes de la réhabilitation du site,
- une présentation des travaux de dépollution réalisés comportant une estimation chiffrée des quantités de terres et gravats éliminés,
- un bilan présentant l'évolution des teneurs en polluants dans les eaux souterraines au cours de la durée des travaux,
- un bilan des teneurs résiduelles en métaux lourds et solvants chlorés dans les sols et dans les eaux souterraines.

Ce rapport devra être accompagné, le cas échéant, de l'analyse des risques résiduels visée à l'article 4.2.

ARTICLE 8 – PROTECTION DES TRAVAILLEURS

Le mandataire-liquidateur doit se conformer à toutes les prescriptions législatives et réglementaires concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs.

Pendant les travaux d'aménagement, les travailleurs devront porter des protections adéquates, surtout dans le cadre d'excavations ponctuelles.

Un plan particulier et de protection de la santé devra être soumis à l'avis de l'inspecteur du travail avant le début des travaux.

ARTICLE 9 - PRÉVENTION DU BRUIT ET DES VIBRATIONS

Les travaux seront conduits de manière à ne pas créer de bruits aériens ou de vibrations susceptibles de constituer une gêne pour la tranquillité du voisinage.

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés pendant les travaux et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, doivent être conformes à la réglementation en vigueur (notamment, les engins de chantier doivent répondre aux dispositions du décret n°95-79 du 23 janvier 1995 et des textes pris en application).

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

ARTICLE 10 – INFORMATION DU NOUVEAU PROPRIÉTAIRE

En cas de cession des terrains visés à l'article 1, le mandataire-liquidateur informera l'acquéreur de l'existence du présent arrêté préfectoral et fera connaître à M. le Préfet de l'Aube et à l'inspection des installations classées dans les 8 jours suivant la réalisation de la vente, le nom du nouveau propriétaire.

ARTICLE 11 – ÉCHÉANCIER

Les prescriptions du présent arrêté devront respecter l'échéancier ci-dessous, à compter de sa notification :

- mise en sécurité : un mois suivant notification du présent arrêté
- surveillance semestrielle de la qualité des eaux souterraines : immédiat
- objectifs de dépollution : un mois suivant notification du présent arrêté
- cahier des charges : deux mois suivant notification du présent arrêté
- démarrage des travaux : au plus tard trois mois suivant notification du présent arrêté
- rapport de fin de travaux : au plus tard trois mois suivant la fin des travaux
- bilan quadriennal : au plus tard trois mois après la dernière campagne de surveillance des eaux souterraines.

ARTICLE 12 – FRAIS

Tous les frais occasionnés par les études et travaux menés en application du présent arrêté sont à la charge du mandataire-liquidateur.

ARTICLE 13 – DÉLAIS ET VOIE DE RECOURS

Le présent arrêté sera notifié à Maître Crozat en sa qualité de mandataire-liquidateur judiciaire de la Teinturerie de l'Est et de l'Ouest (TEO).

La présente décision ne peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours contentieux qu'auprès du tribunal administratif de Chalons en Champagne – 25 rue du Lycée – 51036 Châlons en Champagne.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés et leur délai de recours est de un an à compter de l'affichage ou de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 14 - PUBLICATION

Une copie de cet arrêté est déposée à la mairie de Troyes et mise à disposition de toute personne intéressée.

Un extrait, énumérant les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, est affiché à la mairie pendant une durée de un mois.

Le procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités est adressé par les soins du maire à la préfecture de l'Aube - direction départementale des territoires – secrétariat général – bureau juridique

Le même extrait est affiché en permanence, de façon bien visible sur le site de ladite installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Un extrait est également publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Aube .

Un avis au public est inséré par les soins de monsieur le préfet, et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département.

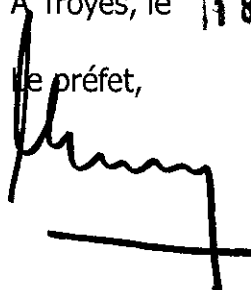
ARTICLE 15 - EXECUTION

La secrétaire générale de la préfecture de l'Aube, le directeur départemental des territoires, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le maire de Troyes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Notification en sera faite à monsieur le directeur de l'ancienne société de la Teinturerie de l'Est et de l'Ouest.

A Troyes, le 18 MAI 2011

Le préfet,



Christophe BAY